



La Sécu, OUI !

La prévention, OUI !

Le flicage, le traçage, NON !

Voilà le retour d'un gouvernement d'amateurs qui ne sait plus où positionner ses pions !

Le gouvernement met en place des « brigades » pour tracer les malades du COVID-19 ainsi que les personnes ayant été en contact avec eux. Cette mission est confiée à la Sécurité sociale, par le biais de la branche maladie, avec les médecins de ville et les organes sanitaires du département.

Faute de moyens, et en l'absence de dépistages pour l'ensemble de la population, ce gouvernement base sa politique de déconfinement sur la réparation et profite de cette crise sanitaire pour constituer un fichier nominatif de données médicales.

C'est inacceptable !

LA MISSION DE L'ASSURANCE MALADIE N'EST PAS DE FLIQUER LES CITOYENS !

La véritable mission de nos organismes est de mettre en place la prévention qui pourrait se traduire par un dépistage massif dans des lieux dédiés comme, par exemple, les Centres d'Examen de Santé et le maintien du confinement en attente de tests.

C'est un passage en force orchestré par un gouvernement qui n'a pas anticipé le déconfinement et a géré cette crise sanitaire en bricolant des solutions.

Alors que les organisations syndicales sont écartées de toutes négociations sur le sujet, après le personnel de santé, c'est au tour des salariés de la Sécurité sociale d'être mis devant le fait accompli, dans l'urgence et la précipitation, sans préparation.

Le gouvernement claque des doigts, le directeur général de la CNAM, à sa plus grande joie, s'exécute sans se préoccuper des moyens humains et financiers nécessaires pour remplir une telle mission.

Depuis des années la branche maladie, comme l'hôpital public, subit des restrictions budgétaires qui ont entraîné des fermetures d'organismes et la suppression de milliers d'emplois au sein de la Sécurité sociale.

Face à l'absence d'embauches et au non remplacement des départs à la retraite, le personnel de la Sécurité sociale, sous pression, est continuellement confronté à une charge de travail qui ne cesse d'augmenter.

Et là, à coup d'ordonnances, le gouvernement exige, dans les 10 jours, la mobilisation d'environ 4 000 ETP de la Sécurité sociale pour exécuter une nouvelle mission inventée dans l'urgence.

Les salariés de la Sécurité sociale n'ont pas à traiter des situations qui relèvent du secret médical. Ils n'ont pas à contribuer à la constitution de fichiers de données médicales particulièrement sensibles sur les assurés, de surcroît pour informer d'autres partenaires institutionnels et d'autres assurés.

Encore une fois, le personnel est méprisé par nos directions et ceux qui nous gouvernent, en exigeant qu'il soit corvéable à merci, 7 jours sur 7 de 8 heures à 19 heures en agitant une carotte financière avec les heures supplémentaires (éligibles à une réduction de cotisations sociales !!!)

C'EST INACCEPTABLE !

LA CGT REFUSE LE TRAÇAGE DE LA POPULATION !

La crise sanitaire ne doit pas être le prétexte à de nouveaux reculs sociaux.

NON au travail du dimanche, NON au travail du samedi !

NON aux heures supplémentaires !

Si toutefois, un tel dispositif doit se mettre en place, la CGT a son mot à dire sur les conditions de travail des salariés et revendique :

- Le volontariat et uniquement le volontariat,
- Le télétravail plutôt qu'en présentiel durant la crise sanitaire,
- Pas de travail le samedi et le dimanche,
- Une sécurisation juridique des personnels quant à la transmission des données sensibles (statut public, assermentation, etc),
- La Sécurité sociale ne doit pas financer ce dispositif sur son budget
- L'embauche de personnel afin d'assurer la poursuite des missions de service public,
- Il n'est pas question que les salariés effectuent cette mission tout en continuant leur activité habituelle,
- Suppression du fichier créé dès la fin de la crise sanitaire.

La Sécurité sociale démontre aujourd'hui, une fois de plus, son rôle majeur dans la protection sociale solidaire.

Il est temps de la reconquérir pour créer la Sécurité sociale du 21^e siècle !

